

ENVIRONNEMENT ■ Le groupe auvergnat lance le débat sur la gestion de l'eau

Limagrain appelle à une large réflexion

« 2015 est un bon rappel à l'ordre de Dame nature », tranche Jean-Yves Foucault.

Alors que les premiers frimas hivernaux viennent tout juste de saisir l'Auvergne, le président du groupe Limagrain revient sur l'un des sujets brûlants de l'été : la gestion de l'eau en temps de sécheresse.

Plutôt que de réagir à chaud, Jean-Yves Foucault a préféré attendre quelques semaines avant de remettre le sujet sur la table.



« Personne n'a la solution à lui tout seul »

JEAN-YVES FOUCAULT.
Président de Limagrain.



NAUSSAC. Le barrage a permis, selon le président de Limagrain, d'éviter une catastrophe cet été.

PHOTO D'ARCHIVES MICHEL WASIELEWSKI

« Avec le changement climatique, la probabilité que des événements comme ceux de cet été se répètent est croissante. Les températures montent et s'accompagnent de déséquilibres de plus en plus violents », insiste-t-il.

La sécheresse de l'été 2015 amène Jean-Yves Foucault à dresser un constat majeur. « Sans les trois barrages sur la Sioule, sur la Morge et sur l'Allier, tous les cours d'eau de la région auraient été

dans le rouge. Ces ouvrages ont peut-être été décriés mais heureusement qu'ils étaient là. Dans le val d'Allier, sans le barrage de Naussac, nous aurions eu une catastrophe écologique majeure avec des espèces végétales et animales qui auraient particulièrement souffert », poursuit-il.

Pour le président de Limagrain, les conséquences de la pénurie d'eau sont « presque moins graves au niveau agricole qu'au ni-

veau environnemental ou de l'usage domestique. »

Expérimentation

Fort de ce constat, Jean-Yves Foucault aimerait voir lancer une réflexion collective autour de la gestion de la ressource en eau et avance une proposition. « Nous devons, à mon sens, envisager une politique de stockage des eaux de pluie hivernales. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas continuer à économiser l'eau. Nous avons d'ailleurs, chez Limagrain, expérimenté cet été du goutte-à-goutte sur du maïs de consommation. Et nous avons réussi à réduire la consommation de 30 %.

« Ce sujet est un vrai sujet et personne n'a la solution à lui tout seul. Au regard du changement climatique, les voyants clignotent et il est important que l'opinion publique soit consciente du problème. Nous tendons la main aux collectivités et aux associations pour trouver ensemble des solutions que nous pourrions proposer demain aux pouvoirs publics », conclut-il. ■

Dominique Diogon